

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Les communes
taxent les classes
populaires*

Page 3

*Qu'est-ce qu'ils
ont tous à vouloir
s'en prendre aux
salaires des
fonctionnaires ?*

Page 5

*La violence
conjugale : reflet
de la barbarie de
notre société*

Page 6

*CAF : manque de
moyens et
salaires à la
traîne*

Page 7

*Grève générale
à Mayotte*

Page 7

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DU BTP A PAYÉ !



Il faut maintenir la pression sur le gouvernement !

Dans une interview au Figaro, Pierre Gattaz, le président du Medef, s'est plaint des quelques modifications que le gouvernement a apportées au texte de la loi El Khomri pour faire passer la pilule auprès des travailleurs. Ce monsieur veut la démolition du code du travail sans chichi.

Pendant tout le débat parlementaire, le patronat continuera donc à faire pression sur le gouvernement et à en demander plus. Car l'objectif de cette loi est de casser le cadre général donné par le code du travail, d'autoriser chaque patron à faire ses propres règles dans son entreprise et de faciliter les licenciements.

Alors, les dizaines de milliers de salariés, d'étudiants et de lycéens, qui sont redescendus dans la rue samedi dernier, ont raison de ne rien lâcher. Même si nous étions moins nombreux que le 31 mars, ceux qui étaient présents montrent la seule voie pour faire reculer le gouvernement : les débrayages, les grèves et les manifestations.

Une fraction de la jeunesse scolarisée est restée mobilisée. Elle refuse que le chômage et la précarité deviennent la règle et elle a bien raison de rejeter l'avenir que lui réserve le capitalisme. Il y a aussi les occupations de places en soirée et pendant la nuit qui s'inspirent de l'opération « Nuit debout » de la place de la République à Paris. Ces initiatives contribuent, à leur façon, à l'agitation.

Mais le plus déterminant, non seulement pour faire reculer Hollande et Valls sur la loi El Khomri mais pour l'avenir, c'est que les travailleurs, dans leur ensemble, retrouvent le chemin des luttes.

Pour les travailleurs, le fond du problème est là : la politique et leur vie changeront s'ils se lèvent à nouveau pour leurs intérêts, si le rapport de force entre les travailleurs et le patronat change. Car le patronat s'autorisera tout, tant qu'il ne trouvera pas face à lui la force des travailleurs organisés et conscients. C'est en cela que la mobilisation actuelle des salariés est un gage d'avenir.

Entraîner de nouveaux camarades de travail à faire grève et à manifester n'est pas facile. Le chômage et la précarité pèsent sur le moral. La politique patronale divise et isole les travailleurs. Et comme cela fait des années qu'ils ne se sont pas battus collectivement à l'échelle du pays, et plus d'années encore qu'ils n'ont pas gagné, beaucoup se sont habitués à se débrouiller

individuellement.

Les confédérations syndicales ont une grande part de responsabilité dans cette situation car, depuis des années, elles ont laissé passer toutes les attaques sans même faire entendre le point de vue et les intérêts collectifs des travailleurs. Elles ont aussi, souvent, alimenté les divisions avec une politique corporatiste. Cela a démobilisé les travailleurs et leur a fait perdre confiance en leur force collective.

La mobilisation actuelle commence à changer cela. Les manifestations n'ont entraîné qu'une fraction du monde ouvrier, mais tous ceux qui croient être seuls avec leur colère ont pu constater qu'ils ne le sont pas et qu'ils appartiennent au contraire à une classe qui a des intérêts communs à défendre et qui veut aussi se faire entendre.

Cette mobilisation aide d'ores et déjà les travailleurs à exprimer leurs intérêts de classe, parce qu'elle permet de dénoncer les mensonges patronaux et gouvernementaux sur la compétitivité ou sur la flexibilité, parce qu'elle renforce la conscience du monde ouvrier.

Aujourd'hui, la politique anti-ouvrière de Hollande saute aux yeux de la grande majorité des classes populaires. Le gouvernement, prétendument socialiste et de gauche, apparaît désormais pour ce qu'il est : un gouvernement de combat contre les travailleurs. Un gouvernement qui veut imposer ce que même Sarkozy n'a pas osé faire !

La principale faiblesse des travailleurs est de ne pas être conscients de leur force numérique et sociale. La bourgeoisie, les actionnaires et les PDG prétendent être la clé de voûte de l'économie. Or, ils ne sont rien sans les travailleurs. Sans le travail de millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens et d'ingénieurs, rien ne serait produit, pas même leurs dividendes, leurs salaires et leurs fortunes exorbitantes ! Alors oui, les travailleurs ont la force sociale d'arrêter les attaques patronales, de revendiquer leurs droits.

Il faut que le mouvement contre la loi El Khomri se poursuive et s'amplifie pour obtenir le retrait de cette loi. Et il faut que ce ne soit qu'un début, le début du réveil de la combativité ouvrière. Les premiers pas sur la voie de la reconstruction d'un rapport de force qui nous soit favorable. Un rapport de force qui nous donnera la possibilité de reprendre l'initiative contre le patronat et ses serviteurs politiques et qui les force à en rabattre !

La lutte des travailleurs du BTP a payé !



Suite au refus de la FRBTP et de la CAPEB d'augmenter les salaires des ouvriers du BTP, les syndicats ont appelé les travailleurs à la grève. Celle-ci a commencé le mercredi 6 avril et a constamment été reconduite car les propositions du patronat ressemblaient plus à une succession de provocations qu'à une prise en compte de leur revendication : 0,4 % au bout de quelques jours, puis 0,6, puis 0,8 avec la menace de revenir à 0,4 si les syndicats des travailleurs ne signaient pas. Au bout de dix jours de grève les travailleurs ont obtenu 1 % d'augmentation au 1er avril, 0,5 en août et 0,4 % en décembre.

Les 3 % d'augmentation que réclamaient les salariés du BTP, c'est 34 euros nets de plus par mois, soit un euro de plus par jour. Quel patron peut prétendre qu'une telle misère va l'obliger à mettre la clé sous la porte ? D'autant que ces patrons sont aidés par l'État : exonérations de cotisation sur les bas salaires, réduction d'impôts, aide à l'investissement, remboursement de 9 % des salaires versés à la Réunion (CICE).

Les patrons dont 80 % des commandes se font grâce au secteur public (Nouvelle Route du Littoral, logements sociaux, construction d'écoles, de médiathèques, de routes, etc.) ont vu leur chiffre d'affaire augmenter de 4,5 % en 2015 par rapport à 2014. Ils ont aussi bénéficié ces dernières années de l'effondrement du prix des matières premières comme le pétrole ou l'acier dont les prix ont été divisés respectivement par quatre et par cinq.

Les patrons ont donc largement les moyens de payer les augmentations de salaires revendiquées par les travailleurs du BTP. Mais pendant la grève ils ne voulaient rien lâcher. Ceux qui donnaient le ton dans

ces négociations étaient les patrons des grands trusts de la construction tels que GTOI, SBTPC, Eiffage ou Holcim. Ces groupes, riches à millions, sont aidés et soutenus par le gouvernement qui se prétend encore socialiste mais qui légifère en leur faveur. Ces groupes ont les moyens de payer, mais ils se cachent derrière les PME et leurs sous-traitants à qui ils imposent des prix toujours plus bas et qu'ils poussent parfois à l'asphyxie financière.

L'argument avancé par le patronat du BTP est que la rémunération du travail lui coûte trop cher. Mais c'est ce travail qui crée la richesse, pas les actionnaires ! Sinon comment expliquer que les patrons ont fait autant pression sur les travailleurs pour qu'ils reprennent le travail, si pour eux le prix du travail est d'un si grand poids

?

Si quelque chose empêche l'économie de se développer pour répondre aux besoins de la population, dans la construction, mais aussi dans les autres branches d'activité, ce ne sont pas les salaires, mais au contraire la recherche permanente du profit qui, aujourd'hui, sert à spéculer plutôt qu'à investir dans des productions utiles à la population. Et le BTP offre un excellent exemple de ce que nous affirmons à Lutte ouvrière : on ne construit pas suffisamment de logements sociaux (2000 par an) alors qu'il en faudrait trois fois plus pour répondre aux attentes des mal-logés ou des pas logés du tout.

Ce ne sont pas les besoins qui manquent, ce ne sont pas les travailleurs, y compris formés qui manquent, c'est la volonté des patrons d'embaucher. Les besoins existent, mais la commande publique se fait attendre disent les patrons du BTP. Si elle n'est pas au rendez-vous, c'est bien sûr la faute du gouvernement et de tous ces politiciens qui légifèrent en faveur du patronat, mais c'est surtout la faute du patronat lui-même. Car les montants de toutes les aides qu'il réclame et qui lui sont accordées manquent pour les commandes de routes, de logements, de transports en commun, de constructions d'écoles et de lycées, d'hôpitaux, d'hébergement pour les personnes âgées et les femmes victimes de violences conjugales. Le patronat, surtout le grand, est tout autant responsable du déficit d'activité économique que le gouvernement. En fait ils marchent main dans la main !

Les ouvriers du BTP, mais derrière eux tous les travailleurs, ne doivent pas en faire les frais. Ils ont eu raison de maintenir leur exigence d'augmentation des salaires.

Les communes taxent les classes populaires

Entre le mois de mars et le mois d'avril plusieurs communes de l'île ont adopté leur budget respectif en y incluant des hausses des impôts locaux.

Dans la ville de Saint-Denis, gérée par le PS, la taxe d'habitation et les taxes foncières vont augmenter en 2016 de 4% ; à Saint-Paul, dirigé par la droite, ces mêmes taxes augmenteront de 8,5 % ; à Saint-Pierre, celles-ci grimperont entre 4 et 8%. Certaines villes ont fait le choix de ne pas augmenter cette fiscalité parce qu'elle l'avait déjà fait l'an dernier.

Toutes les communes ont justifié ces hausses d'impôts par la nécessité de compenser la baisse de la dotation financière qu'elles perçoivent de l'État. Cette diminution de la subvention étatique prive depuis 2014 les communes de sommes importantes, pouvant aller jusqu'à plusieurs millions d'euros. Mais le choix pris par les élus des communes, et aussi par ceux des conseils communautaires comme le TCO, consiste à faire payer à la population, en particulier aux travailleurs, les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement. Certains comme le maire de Saint-Denis, Gilbert Annette, a même le culot de déclarer que « *la pression fiscale reste modérée* » !

Les élus, qu'ils soient de droite ou de gauche, confrontés aux difficultés financières de leurs municipalités renvoient la responsabilité sur le

gouvernement qui sabre leur budget. Mais ces mêmes élus ont, dans le même temps, soutenu voire voté quand ils sont députés ou sénateurs les cadeaux octroyés aux capitalistes qui se chiffrent en dizaines de milliards d'euros. C'est d'ailleurs pour maintenir les profits patronaux que des coupes budgétaires sont décidées.

Alors quand les élus prétendent qu'il n'y a pas d'autres solutions que d'augmenter les impôts, de baisser le nombre de personnel ou de faire des économies sur les associations, ils mentent effrontément. Ils font en fait le choix de ne pas toucher aux profits des capitalistes aux dépens des classes laborieuses qu'ils contribuent à appauvrir.



Loi travail : Avec Orphé et les siens, c'est la descente aux enfers

Lors de la discussion de la loi El Khomri devant la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, plusieurs milliers d'amendements ont été déposés, au nombre desquels ceux de la député PS de la Réunion, Monique Orphé.

Orphé a ainsi proposé d'ouvrir une négociation avec les « partenaires sociaux » pour permettre l'application progressive (sur trois ans) des conventions collectives nationales à La Réunion. Cela peut paraître comme étant une suggestion allant dans le sens des intérêts des travailleurs, dans la mesure où seule une partie de ces conventions sont appliquées dans l'île. Mais alors, pourquoi attendre trois ans : une façon de reporter une décision en espérant qu'elle ne s'appliquera pas. On peut d'autant plus douter de la sincérité de Monique Orphé quand on sait qu'elle soutient sans retenue la loi El Khomri qui, si elle était votée, permettra aux

patrons de donner la priorité aux accords d'entreprises sur les accords de branche.

La députée est aussi intervenue pour que les critères pouvant justifier un licenciement, fixés initialement par le projet de loi à quatre trimestres consécutifs de baisse de commandes ou de chiffre d'affaires, soient ramenés à un trimestre pour les entreprises de moins de onze salariés. Or, à La Réunion, 95 % des entreprises employant 54 % des salariés appartiennent à de telles sociétés.

Si Orphé voulait retirer d'une main ce qu'elle dit vouloir donner de l'autre, elle ne s'y prendrait pas autrement. Comme ses collègues socialistes ou ses concurrents de droite, elle n'a d'yeux que pour les patrons. Ses demandes de modification de la loi Travail, si elles étaient retenues, défavoriseraient encore plus les salariés des petites entreprises, c'est à dire les plus exploités.

Thierry Robert offre ses services à Nicollin

Alors que la grève chez Nicollin, entreprise de nettoyage, de collecte et de traitement des déchets battait son plein depuis une semaine et était sur le point de s'étendre à d'autres communes de l'Ouest, Thierry Robert, député-maire LPA de Saint-Leu, s'est précipité auprès du piquet de grève de cette entreprise pour, a-t-il déclaré, faciliter une sortie de crise, permettre la signature d'un protocole de fin de grève et surtout faire reprendre le travail aux grévistes le plus vite possible.

S'y étant repris à deux fois, il a finalement obtenu gain de cause. Les grévistes ont cessé leur mouvement sur la promesse que la subrogation serait appliquée en cas d'arrêt maladie ou d'accident de travail. En revanche, leurs jours de grève seront retenus sur leurs paies jusqu'en décembre 2016.

Thierry Robert, député-maire de droite et patron lui-même, se démène pour sauver la mise à un autre patron : une solidarité de brigands !

Qu'est-ce qu'ils ont tous à vouloir s'en prendre aux salaires des fonctionnaires ?

Nicolas Sarkozy candidat à la primaire des Républicains dans la course à la présidentielle, a ouvert la boîte de Pandore de la « sur-rémunération » des fonctionnaires dans les DOM. S'appuyant sur un rapport de la Cour des comptes de 2015, il propose que les salaires des fonctionnaires ultramarins soient alignés progressivement sur ceux de la métropole.

En supprimant la prime dite « de vie chère » des fonctionnaires, Sarkozy estime que l'État ferait une économie de 400 millions d'euros par an. En 2012 ce même Nicolas Sarkozy, alors en campagne pour la présidence, avait déclaré ici même qu'il n'était pas question de toucher aux salaires des fonctionnaires de l'Outre-mer. Aujourd'hui, le propos est différent, rien d'étonnant pour quelqu'un prompt à user du mensonge comme il l'a maintes fois montré lorsqu'il était aux affaires.

Victorin Lurel, l'ancien ministre socialiste de l'Outre-mer, est en phase avec la proposition de Sarkozy. Dans la recommandation numéro 11 du plan qu'il vient de présenter au gouvernement il demande que, « *dans le but de réduire les inégalités internes, (soit) engagée une réflexion sur une réforme du dispositif des sur-rémunérations en réaffectant les économies dégagées au financement des plans de convergence* », lesquels plans étant destinés à soutenir l'économie des DOM, autrement dit à aider les capitalistes.

Quoi qu'il en dise, Paul Vergès n'est pas loin de la proposition de Lurel. Sa solution formulée à maintes reprises depuis 1992, consisterait à épargner toute ou partie des 53% de la « prime de

vie chère » des fonctionnaires dans un fonds pour le « développement de La Réunion ». Si entre Lurel et Vergès les mots sont un peu différents, leur contenu est le même. Il s'agit de baisser très fortement les salaires des fonctionnaires pour abonder des caisses dans lesquelles pourraient allègrement puiser les patrons.

Sarkozy, Lurel, Vergès : tous trois veulent s'en prendre aux fonctionnaires. En les désignant comme des privilégiés qui fragiliseraient l'économie des DOM, ils ne font que désigner des boucs-émissaires, ce qui leur permet de ne pas s'en prendre aux vrais privilégiés que sont les capitalistes qui s'enrichissent, avec leur aide de surcroît, sur le dos des travailleurs fonctionnaires ou pas.

Les prétendus avantages qu'ont les fonctionnaires, et que devraient avoir en fait tous les salariés, ont été obtenus de haute lutte. Pour les conserver ils se sont à chaque fois fortement mobilisés et le feront encore si des gouvernants veulent les leur ôter.

Vie chère : ne les laissons pas nous étrangler !

Dans la plupart des entreprises, les salaires n'augmentent quasiment pas, voire pas du tout. Les travailleurs se heurtent à un refus du patronat de ne rien lâcher au prétexte que l'inflation serait nulle, voire négative.

Il s'agit bien sûr d'un mensonge car tous les prix sur les marchés, dans les grandes surfaces, ceux de l'automobile mais aussi des assurances et des loyers, sont à la hausse, parfois à deux chiffres. Outre tous

ces prix, ce sont aussi les impôts locaux qui augmentent et pas qu'un peu ! La hausse atteint jusqu'à 10 % à Saint-Paul.

Dans ces conditions la réplique des travailleurs est justifiée et nécessaire. Des grèves ont récemment

éclaté pour réclamer des augmentations de salaires. Des exemples à suivre.

La violence conjugale : reflet de la barbarie de notre société

Depuis le début de l'année, à La Réunion, cinq femmes sont mortes sous les coups de leurs compagnons. De tels actes qui maintiennent nombre de femmes dans une terreur permanente ne sont pas dissociables de la misère sociale et des maux qu'elle engendre, dont l'alcoolisme. Mais pas seulement, car la violence faite aux femmes touche tous les milieux sociaux, y compris ceux qui sont ou qui se croient favorisés.

Dans cette société où règne la loi du plus fort et où pour des hommes à l'intelligence rabougrie les droits de propriété pourraient également s'appliquer aux femmes, considérées comme de simples objets, la violence à l'encontre de ces dernières peut aller jusqu'au meurtre.

La violence qui frappe les femmes est le reflet d'une barbarie qui suinte par tous les pores de la société de classes. Pour en finir avec de tels actes, il faut bien sûr se battre au jour le jour, exiger de l'État et des collectivités qu'ils mettent au service des femmes les moyens de se soustraire à leurs tortionnaires, en leur permettant par exemple de disposer des logements relais qui font cruellement défaut. Mais à terme, pour en finir avec ces horreurs, c'est tout le système, basé sur la contrainte et l'exploitation, qu'il faut changer.

Au milieu du XIX^{ème} siècle, un penseur socialiste affirmait que le degré d'émancipation des femmes se mesurait au degré d'émancipation de la société. Un siècle et demi plus tard cette idée, et le combat qu'elle sous-tend, sont toujours d'actualité.

Non aux suppressions de lignes et d'arrêt de cars !



Depuis le 1er avril, la CINOR a mis en place une nouvelle organisation sur le réseau Citalis pour, selon ses dires, faciliter les déplacements des usagers. Elle a décidé de créer de nouvelles lignes, mais aussi d'en supprimer d'autres, de changer leurs trajectoires et de ne plus desservir certains lieux.

Ces décisions, prises sans concertation avec les usagers, ont déclenché leur colère. Ils se sont

mobilisés au Chaudron, à Saint-François, à Sainte-Suzanne ainsi qu'à Sainte-Marie, et ont bloqué les routes, exigeant que la Citalis revienne sur ses décisions et que ses responsables aillent rendre des comptes aux usagers.

Ces changements brutaux ont parfois privé des quartiers entiers de lieux de ramassage, obligeant les habitants à de longs déplacements à pied pour trouver un autre arrêt. Un habitant de Saint-François a ainsi déclaré : « *Si ces messieurs ne veulent plus voir les pauvres descendre en centre-ville, qu'ils le disent franchement !* »

Sur certains trajets, la durée passe de 20 à 50 minutes, avec des temps d'attente entre les bus trop importants. Cela entraîne de forts désagréments pour les travailleurs qui arrivent en retard à leur travail ou rentrent plus tard chez eux.

Face au mécontentement général, la Citalis a dû d'ores et déjà revenir sur sa décision dans plusieurs quartiers. Là où elle n'a pas encore fait machine arrière, comme à Sainte-Marie, les habitants continuent à maintenir la pression tant qu'ils n'auront pas eu gain de cause.

CAF : manque de moyens et salaires à la traîne

À la CAF de la Réunion la direction introduit de plus en plus la précarité dans le travail des employés. Le nombre des CDD est passé de 12 en 2009 à 39 en 2015 aux dépens de postes en CDI. Les travailleurs en contrats précaires ne sont pas embauchés pour faire face à un surcroît momentané de travail mais sont de plus en plus affectés à des tâches pérennes.

Face à l'augmentation constante de la charge de travail, à cause du traitement de la prime d'activité par exemple, il serait nécessaire que la direction de la CAF recrute de nouveaux employés de façon durable, l'inverse de la solution qu'elle adopte.

En 2014, les travailleurs de la CAF avaient obtenu le recrutement de vingt postes qui depuis ont été titularisés. Aujourd'hui, le compte n'y est

toujours pas car ces emplois n'ont pas compensé les 41 départs sur une année.

En plus de la précarité et de l'intensification du travail, les augmentations de salaires décidées par des accords nationaux sont de plus en plus faibles. L'an dernier la hausse pour la plupart des employés a été en moyenne de onze euros mensuels, bien peu par rapport aux dix plus gros salaires qui ont été augmenté de 410 euros par mois.

Face à la précarité de l'emploi et à la baisse de leur pouvoir d'achat, des voix s'élèvent parmi les salariés pour réclamer des embauches supplémentaires et des augmentations de salaires correctes.

DANS LA ZONE OCEAN INDIEN

Grève générale à Mayotte



Le 16 avril, à la suite d'un accord trouvé à Paris avec le ministère de l'outre-mer, les syndicats ont mis fin au mouvement de grève générale entamé dans l'île depuis le 30 mars.

Les travailleurs Mahorais, fonctionnaires et salariés du privé, soutenus par la population, furent au coude à coude pour faire entendre leurs revendications pour « une égalité réelle », auprès du patronat et du gouvernement.

La grève et les manifestations ont secoué l'île aux parfums pendant quinze jours et ont paralysé par à-coups son économie. Le 4 avril, la capitale Mamoudzou était une ville morte et les jours précédents 2000 personnes ont défilé dans les rues principales. Des barrages ont été régulièrement installés dans les principales artères et ...souvent évacués manu militari.

Cette grève faisait suite au mouvement entamé le 3 octobre dernier pour l'application de la totalité du Code du travail et des conventions collectives nationales;

l'alignement sur l'hexagone de toutes les prestations familiales et sociales ; la revalorisation immédiate des pensions minimum de retraite ; la reconstitution de carrière et la prise en compte de l'ancienneté de service des agents de la fonction publique ; le relèvement de la « prime de vie chère » des fonctionnaires à 53% comme à La Réunion.

La grève avait été interrompue en novembre à la suite des attentats de Paris. Quelques semaines avant cette trêve des mouvements de grève avaient touché de nombreuses entreprises comme la Somaco (37 jours de grève), BDM (groupes de grande distribution), Orange, SFR, etc. En novembre, les principales organisations des salariés regroupées en intersyndicale avaient promis de revenir à la charge.

Depuis le passage de Mayotte au statut de département français, les travailleurs, en phase avec la population mahoraise, se mobilisent régulièrement parfois pendant plusieurs semaines. Ils demandent l'accélération du processus de rattrapage des droits sociaux avec la métropole que le gouvernement de Sarkozy n'était pas pressé d'appliquer dans ce 101ème département français, tout comme Hollande aujourd'hui.

Aux exigences des travailleurs la réponse des gouvernants, à l'instar de l'actuelle ministre de l'outre-mer Georges Pau-Langevin, est toujours la même : « nous comprenons l'impatience des Mahorais mais nous devons avancer pas à pas ».

Quand il s'agit d'accorder quelques droits aux travailleurs les représentants des gouvernements prônent toujours la patience mais pour imposer aux Mahorais une

fiscalité propre au département, c'est immédiatement qu'ils le font.

D'ailleurs, à la suite de quelques échauffourées entre des jeunes et la police, la ministre de l'Outre-mer a réagi en déclarant que le « *gouvernement va prendre de mesures pour rétablir l'ordre à Mayotte* ».

Les menaces et les intimidations des autorités n'ont pas entamé la détermination des grévistes qui luttent pour des revendications légitimes dans une île où une grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté, alors que le coût de la vie est plus élevé que dans d'autres territoires français, et où le taux de chômage est de 20% (46,5% pour les jeunes).

Le 15 avril une rencontre a eu lieu entre les

Présidentielle aux Comores

Vingt-cinq candidats étaient en lice en février dernier pour élire le nouveau président des Comores. À l'issue du premier tour, seuls restaient trois candidats.

Le premier, Azali Assoumani, ancien président de 1999 à 2006 et ancien colonel formé par l'armée française, est l'homme qui a pris le pouvoir lors d'un putsch en 1999. Ses dernières déclarations laissaient planer la menace d'un recours à la force au cas où il ne serait pas élu ... Le deuxième candidat, Mohamed Ali Soilihi, est l'actuel vice-président de l'Union, tandis que le troisième est Mouigni Baraka, l'ancien gouverneur de la Grande Comore.

Tous ont donc été mêlés de très près à l'exercice du pouvoir, aux détournements de fonds dans ce pays déjà si démuné et catalogué comme étant un des plus pauvres de la planète. Alors, lorsqu'ils prétendent relancer l'économie et résoudre le problème de la production d'énergie, de la fourniture d'eau potable, quand ils disent vouloir dispenser un véritable enseignement aux jeunes, on peut avoir quelques doutes sur leurs capacités à faire ce qu'ils n'ont pas fait depuis des dizaines d'années.

Malgré les campagnes organisées à grand frais par ces candidats, la population des Comores n'est cependant

représentants de l'intersyndicale et le ministère de l'Outre-mer. Un accord a été conclu : le Code du travail de droit commun devra s'appliquer au 1^{er} janvier 2018 ; une « concertation interministérielle » devra avoir lieu sur les retraites, de même, avant la fin 2016, pour l'application de la Sécurité sociale et la CMU. L'accord « confirme » le taux d'indexation (sur-rémunération) à 40% pour les fonctionnaires qui réclamaient 53%.

Grâce à leur grève, les travailleurs mahorais ont obtenu quelques avancées dans leurs revendications.

Le compte n'y est pas. Pour leur part les représentants syndicaux se sont dits satisfaits de cette évolution tout en précisant qu'ils restent « vigilants ».

pas dupe de leurs discours et de leurs promesses. En témoigne le fait que moins de la moitié des voix exprimées au premier tour se sont portées sur ces candidats.

Une majorité de Comoriens vit en dessous du seuil de pauvreté. Les fonctionnaires sont souvent payés avec plusieurs mois de retard. Ils ont d'ailleurs fait grève à plusieurs reprises pour récupérer leur dû. Le taux de scolarisation, surtout celui des filles, reste insuffisant. Les jeunes, faute de travail, sont obligés de s'exiler à 10 000 km de chez eux, en France, pour espérer trouver un emploi. Alors que l'archipel des Comores compte 800 000 habitants, 300 000 personnes originaires de ces îles vivent en France. C'est d'ailleurs grâce à l'aide financière de cette diaspora que ce pays a encore la tête hors de l'eau.

Dans cette élection, aucun candidat ne représente les intérêts de la population pauvre et laborieuse et celui qui sera élu ne fera que perpétuer la situation actuelle qui ne profite qu'à une petite minorité, au détriment de l'immense majorité de la population.

**POUR FAIRE ENTENDRE LE CAMP
DES TRAVAILLEURS**

**VENEZ NOMBREUX À NOTRE
MEETING**

**AVEC NATHALIE ARTHAUD
PORTE-PAROLE NATIONALE
DE LUTTE OUVRIÈRE**

**LE 28 AVRIL À 18H00 À LA SALLE
CANTAL**

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 23 AVRIL de 8H30 à 10H00**

DÉFILÉ DU 1^{ER} MAI À SAINT DENIS

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 7 MAI de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 13 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 15 MAI de 8H30 à 10H00**